

Alternative CDH: Lutgen veut faire bouger les lignes

“Une série de personnes vont nous rejoindre dans les prochains mois”

Entretien **Stéphane Tassin**

Le CDH fait sa rentrée. Son président Benoît Lutgen lance un appel à tous. Il considère qu'il n'y a pas de meilleur moment pour apaiser les tensions sociales.

En ce début 2015, vous avez un message particulier à faire passer ?

Il faut sortir de l'impasse au niveau belge en général. La brutalité des mesures au fédéral a créé des remous dans la population. On doit pouvoir sortir de cette brutalité de la droite au gouvernement et de cette réponse parfois excessive de la gauche. Il faut retrouver le chemin du bon sens et de la confiance. Avec 250 milliards qui dorment sur les comptes épargne en Belgique, on constate que la population a peur. Il faut permettre aux investisseurs – je vise aussi les particuliers – d'investir.

Comment créer ce climat de confiance ?

Il y a pour moi une fenêtre de tir, en ce début d'année, par une vraie concertation. Pas seulement sociale mais avec tous les acteurs de la société. Et pas sur quelques lignes de l'accord de gouvernement, mais sur l'ensemble. Ce n'est pas avec des guerres de tranchées de gauche et de droite qu'on arrivera à relever le pays.

J'invite vraiment le gouvernement à arrêter cet entêtement et cet aveuglement.

Le CD&V tente de faire avancer ce débat...

Tant mieux s'ils essayent de faire bouger les lignes mais on reste encore à la marge. Quand je parlais de climat de confiance, on constate justement à ce propos qu'il n'est même pas là au sein du gouvernement.

Vous lancez aussi cet appel aux syndicats ?

Bien entendu mais le gouvernement a, de par son rôle, une responsabilité majeure pour créer la confiance. Nous avons déposé des propositions de loi en matière fiscale, j'espère qu'elles seront discutées.

Un gouvernement ne va pas faire marche arrière après quelques mois. Quelle est la meilleure porte de sortie pour ne pas perdre la face ?

L'orgueil est toujours mauvais conseiller en politique. L'accord s'est réalisé sur un coin de table. Il n'y a rien de mal à reconnaître que ces mesures décidées dans l'urgence ne sont pas les bonnes. Ce n'est pas facile de mettre l'ego de côté, mais il faut le faire.

Vous considérez que c'est la Flandre, désormais, qui dirige la Belgique ?

Une partie de la Flandre oui. Quand Monsieur De Wever déclare que ce gouvernement est un gouvernement

Le CDH devrait montrer un nouveau visage dans les semaines qui viennent avec des renforts annoncés.

Le président des humanistes propose sa réforme fiscale qui vise à relever la quotité exonérée d'impôt et à baisser l'impôt des sociétés.

Pour la financer, il veut supprimer les intérêts notionnels et taxer la grande spéculation.

de transition, je crois que l'on a besoin d'autre chose. Cela prouve son dédain pour le gouvernement fédéral. Sur la fiscalité, on sent que ça bouge un peu mais on sait que si le fédéral prend des mesures, elles seront décidées à Anvers. Ça aussi j'espère que ça changera en 2015 et que le Premier ministre se fera respecter.

La N-VA n'est pas devenue respectable ?

Ils remettent vite leur costume séparatiste. Tout cela est en train de se préparer.

Est-ce que vous reprenez avec le MR ?

Il faut distinguer deux choses: il y a la direction du parti et les mandataires. J'ai beaucoup de contacts avec des mandataires. Beaucoup ayant soutenu ma position. Certains m'ont d'ailleurs souhaité leurs bons vœux et plus que leurs bons vœux. La direction, en revanche, c'est différent, mais je souhaite que l'on puisse se parler entre francophones comme je l'ai proposé il y a quelques semaines. Mais je ne veux pas stigmatiser le MR: le PS aussi doit faire des efforts.

Vous soignez votre aile droite, là ?

Je ne me suis jamais positionné comme cela. On doit dépasser ce clivage gauche-droite. Il y a des bonnes mesures à gauche et à droite. Faire de la politique c'est fédérer les énergies et voir plus loin que les six prochains mois. Le gouvernement pense que c'est avec brutalité que l'on fait passer des réformes. C'est faux. La gauche pour sa part s'enfonce parfois dans un certain conservatisme. Le monde bouge, il faut faire bouger les lignes. Notre formation veut rassembler, devenir une troisième voie forte, une alternative. Vous verrez que dans les prochains mois, toute une série de personnes vont nous rejoindre. Elles viennent d'horizons diffé-

rents, ont des sensibilités différentes mais ont une haute idée de la politique.

Qui? Vous avez des noms ?

Nous aurons l'occasion d'en reparler mais ce sont des gens qui n'ont pas nécessairement eu un parcours politique jusqu'à présent.

Des gens du MR ?

Des gens qui partent du même constat que nous. La brutalité de la droite et le conservatisme de gauche ne permettent pas d'avancer. Il faut rassembler une force différente, davantage liée à du dialogue et à de la prospective. Doit-on continuer à aménager notre territoire comme avant? Doit-on continuer à considérer l'environnement comme une chose très éloignée de notre quotidien? Non bien entendu. Ces enjeux doivent être au cœur de notre politique. Nous devons rassembler au-delà du CDH.

Le CDH va devenir un mouvement et plus un parti ?

Nous avons en tout cas la volonté d'être en mouvement et ne pas rester sur des rigidités d'un autre temps. Nous voulons être ouverts à toutes les bonnes idées.

“Sur la forme, j'ai respecté mon engagement à l'égard des électeurs de tout faire pour que la N-VA ne se retrouve pas au pouvoir, contrairement à d'autres.”

“Allons chercher 2 milliards chez les spéculateurs compulsifs”

Sur la fiscalité, que propose le CDH ?

Tout d'abord de faire baisser la fiscalité notamment pour les TPE (*très petites entreprises, NdLR*) et les PME mais aussi pour celles et ceux qui travaillent notamment par le relèvement de la quotité exonérée d'impôt.

Et vous financez cela comment ?

Par la suppression des intérêts notionnels et leur remplacement par une déductibilité possible des investissements qui créent de l'emploi. Pour cela nous proposons une enveloppe de 500 millions. Les intérêts notionnels coûtent aujourd'hui 6 milliards d'euros brut, le coût net étant de 2 milliards. Avec ces moyens-là, on fait baisser le taux de l'impôt des sociétés immédiatement. Pour cela on utilise 1 milliard d'euros. Si on commence dès 2015, on peut arriver à l'horizon 2020 à un taux d'imposition de 25% pour les entreprises et de 20% pour les PME. Enfin nous proposons d'utiliser 350 millions pour supprimer la prise en charge des deux premiers mois de congé de maladie par les employeurs.

La N-VA ne veut pas qu'on touche aux intérêts notionnels.

C'est un débat communautaire. Les intérêts notionnels rapportent beaucoup plus à la Flandre qu'à la Wallonie.

Dans quelle proportion ?

La Wallonie en bénéficie à hauteur de 10%. Le reste, c'est essentiellement pour la Flandre. Pour Bruxelles également, mais pour des entreprises flamandes. Il y a d'autres solutions. Pour l'instant je ne vois rien en matière de réforme fiscale du côté du gouvernement fédéral. Ils essaient bien de nous vendre l'augmentation des frais forfaitaires, mais c'est un leurre.

Cela n'a aucun intérêt ?

Cela ne touche pas les indépendants et tous ceux qui sont aux frais réels. Eux, ils n'auront pas un euro de plus! Et au-delà de ça, il est in-

supportable, par exemple, qu'une entreprise pétrolière que je ne citerai pas et qui fait 425 millions d'euros de bénéfices ne paie aucun impôt. Comment voulons-nous dans cette société que le citoyen ne rejette pas l'impôt quand certains ne paient rien ?

Sur le capital, quelles sont vos intentions ?

Là aussi, clairement il faut aller chercher des moyens pour financer par exemple le relèvement de la quotité exonérée d'impôt. Il faut taxer la grande spéculation. Le Conseil supérieur des finances a estimé à 11,5 milliards d'euros la capacité de taxer les plus-values sur la grande spéculation. Si nous nous contentons d'aller chercher 2 milliards, on peut relever de façon importante et constante la quotité exonérée d'impôt. Il n'est pas question de taxer tous ceux qui détiennent des actions. Mais entre celui qui investit à moyen ou à long terme et celui qui sur le temps où nous discutons à déjà acheté et revendu 153 fois, il y a une différence. La taxation doit se situer au niveau de la durée de détention et de l'importance des montants. Ça permet d'exonérer de ce type de taxation l'immense majorité de la population.

Et que fait-on des moins-values ?

C'est une vraie question. Je refuse la déductibilité pour les moins-values, cela constituerait un nouveau piège. On doit prélever uniquement ceux qui ont cette approche compulsive de la spéculation.

Pour faire le lien entre la région et le fédéral, le comité de concertation doit se réunir prochainement. Que va-t-il s'y passer, une guerre de tranchées ?

Je souhaite que ce soit un lieu de réelle concertation si tout le monde y va avec une attitude positive et constructive. C'est d'ailleurs dommage qu'il n'y en ai pas eu avant car je rappelle que certaines compétences ont été officiellement transférées depuis quatre jours. Il ne faut

pas y faire un travail majorité contre opposition. Ce premier rendez-vous donnera le ton.

“Tout le monde voulait une réforme fiscale... Pour l'heure, je n'en vois pas.”